

“La “suédoise” pourrait être ka mikaze pour la Belgique”

■ Pour Bart Maddens, la N-VA aura du mal à remettre le communautaire au frigo en 2019.

Entretien Frédéric Chardon et Vincent Rocour

Bart Maddens est politologue à la KUL. Il décortique la stratégie développée par les partis depuis les élections du 25 mai, il y a un an.

Avant les élections, auriez-vous parié sur la majorité “suédoise” au fédéral ?

Non. Depuis des décennies, les partis dominants ont toujours essayé de garder les partis antisystème en dehors des coalitions. D’abord le Vlaams Belang, ensuite la N-VA. Il fallait en outre mettre en œuvre la sixième réforme de l’Etat, la plus complexe que la Belgique ait connue. On pouvait donc penser que la tripartite classique, qui sortait renforcée des urnes, allait être privilégiée.

Qu’est-ce qui a précipité le scénario de la “suédoise” : la décision du PS de former les alliances régionales sans le MR ou le refus du CD&V d’aller au pouvoir sans la N-VA ?

Sur la base des différentes reconstructions, ce qui s’est finalement passé semble lié au CD&V. Wouter Beke a jugé que laisser la N-VA dehors encore une fois serait trop dangereux. Cela a provoqué un effet domino avec l’annonce des nouvelles majorités régionales wallonnes et bruxelloises, puis en Flandre.

Comment la N-VA a-t-elle accepté de se lancer dans l’aventure au fédéral ?

C’était dans l’air depuis quelque temps. Il y avait eu d’abord le virage amorcé par Siegfried Bracke en septembre 2013 (il avait annoncé que la N-VA était prête à mettre l’institutionnel au frigo contre des réformes socio-économiques). De son côté, Bart De Wever disait que la N-VA ne peut pas rester dans l’opposition encore cinq ans sinon elle finirait comme le Vlaams Belang. Ce qui m’a vraiment surpris par contre, c’est la radicalité avec laquelle la N-VA a mis de côté ses revendications communautaires pour cinq ans. Je pensais qu’elle introduirait quand même quelques éléments de communautaire dans la majorité fédérale. Mais rien de tout cela. C’est comme si les Ecolos

montaient au gouvernement en disant qu’on ne parle pas d’environnement.

La N-VA est dans la majorité fédérale, est-elle encore un parti antisystème ?

La N-VA est influencée par deux forces contradictoires. La première de cette force est celle du système belge. Elle pousse la N-VA à se belgiciser. C’est automatique. Un ministre fédéral ne va pas saboter le travail de son propre département et finira par s’y identifier. Mais il y a aussi l’autre force, la force antisystème entretenue par l’arrière-banc nationaliste flamand de la N-VA.

Comment cela se marque-t-il ?

On peut voir un symptôme de la belgicisation de la N-VA lorsque Siegfried Bracke défend la monarchie sans réserve le jour de la Fête du Roi ou encore lorsque le groupe N-VA à la Chambre ne pose plus de question critique sur le fonctionnement de la monarchie... Mais, de l’autre côté, le ministre de l’Intérieur, le ministre de la Défense, le chef de groupe à la Chambre et le président du parti se sont rendus à la Fête nationale du chant flamand. C’était aussi un signal clair. Plus récemment, il y a eu la polémique lancée par Liesbeth Homans sur le voyage de Charles Michel au Japon. La tendance pour la suite pourrait être que la N-VA utilise le gouvernement flamand de plus en plus régulièrement pour remettre le communautaire à l’agenda.

Que pense le Mouvement flamand de la participation de la N-VA au fédéral ?

Bart De Wever a encore beaucoup de crédit au sein du Mouvement flamand. Mais ça ne durera pas après 2019 s’il n’y a pas

de nouvelle réforme de l’Etat. Les gens comprennent les circonstances particulières. Ils sont contents parce que le PS a été renvoyé dans l’opposition. En 2019, la N-VA sera face à un choix difficile : soit elle dit vouloir poursuivre les réformes socio-économiques en gardant le PS dans l’opposition, soit elle dit que la Belgique ne marche pas et qu’il faut une nouvelle réforme de l’Etat. Mais dans ce cas elle aura besoin du PS pour voter cette réforme. C’est un paradoxe.

Dans les milieux nationalistes flamands, certains pensaient que le PS remettrait sur la ta-

ble des demandes institutionnelles s’il était rejeté dans l’opposition. Mais jusqu’à présent ce n’est pas très évident...

Le PS est sans doute conscient que s’il remet le communautaire sur la table, il fera le jeu de la N-VA. A court terme, si j’en crois les observateurs, il va surtout jouer la carte socio-économique et tenter de former un front progressiste contre le gouvernement, avec Ecolo, Groen, le SP.A. Il ne pourrait commencer à tenir un dis-

cours confédéral radical – par exemple, scinder la sécurité sociale – que s’il est maintenu dans l’opposition après 2019 et peut-être même encore après 2024. On a vu cela en Ecosse. Les victoires électorales successives de Margaret Thatcher en Angleterre ont poussé la gauche écossaise à réclamer plus d’autonomie. Bart De Wever, comme historien, doit sans doute penser à long terme.

On a nommé la coalition fédérale la coalition kamikaze. Le choix du MR était-il suicidaire ?

Cela pourrait être un gouvernement kamikaze pour la Belgique. Jusqu’à présent, les gouvernements régionaux comportaient toujours au moins un parti de la coalition fédérale. Cela permettait de maintenir un lien entre les différents niveaux de pouvoir. Et c’était particulièrement utile cette fois pour mettre en œuvre la sixième réforme de l’Etat. Le débat sur le tax shift pourrait avoir des conséquences sur les finances des Régions. Si les partis ne sont pas les mêmes en Wallonie et à Bruxelles, comment va-t-on réussir ce débat ?

“La tendance pour la suite pourrait être que la N-VA utilise le gouvernement flamand de plus en plus régulièrement pour remettre le communautaire à l’agenda.”